

Si quelqu'un se demande pourquoi je défends la libre entreprise, c'est que l'histoire démontre que c'est le système économique le plus efficace jamais conçu, probablement de toute l'histoire de l'humanité. Nommez-moi un seul système qui aujourd'hui réussit mieux à produire du capital que la libre entreprise. Sûrement pas le socialisme, ni le communisme, ni encore la social-démocratie. La libre entreprise a pu jusqu'à présent assurer les capitaux nécessaires à la redistribution sociale qui est une des qualités de la société canadienne, contrairement à d'autres. Par conséquent, jusqu'à tout récemment—du moins depuis la grande guerre—les gens étaient relativement satisfaits, jouissant d'une certaine sécurité, puisqu'ils étaient protégés contre les maux grâce à l'assurance-maladie, et contre la pauvreté extrême grâce au bien-être social et à l'assurance-chômage. Le régime de libre entreprise et les différentes classes sociales que notre parti représente ont habituellement réussi, grâce aux fruits de l'entreprise libre, à générer assez d'argent pour permettre à la libre entreprise de prendre de l'ampleur, de s'étendre tout en faisant en sorte que les Canadiens soient satisfaits, bien instruits et en bonne santé.

Dans tous les mariages—je compare notre politique à un mariage de raison entre la libre entreprise et la réforme sociale—l'argent est habituellement la principale cause de tension, surtout quand nous traversons l'une des rares périodes de notre histoire où les partisans de la réforme sociale, qui connaissent la libre entreprise, s'inquiètent et se demandent si les ressources communes d'argent sont assez considérables pour maintenir le niveau de vie auquel nous sommes habitués au Canada.

● (1630)

Les députés de l'opposition qui se font les porte-parole de la libre entreprise n'approuvent pas nécessairement nos programmes sociaux et dénigrent l'État providence. D'un côté, ils demandent qu'on réduise les dépenses et qu'on fasse des compressions budgétaires, sans dire en général où. Mais quand on les met au pied du mur, les ardents défenseurs de la libre entreprise préconisent en général de faire des compressions dans le domaine de l'assurance-maladie, des paiements de transfert et de l'assurance-chômage. Ils conseillent de réduire les prestations de bien-être et veulent que nos concitoyens gagnent leur argent à la sueur de leur front. Ils se justifient en disant que les gens ont tendance à être paresseux alors que nous savons que ce n'est pas vrai.

D'autre part, il y a ceux qui sont ombragés par la question du bien-être, qui critiquent constamment la libre entreprise et préconisent de surtaxer les profits énormes des banques. Ils proposent de relever l'imposition des entreprises privées pour financer les programmes sociaux et ignorent de ce fait qu'il doit y avoir un équilibre entre les deux si nous voulons que notre société ne s'effondre pas et que ce «mariage blanc» dure.

Le gouvernement devrait s'inquiéter de l'hostilité croissante qu'on constate dans notre pays. Si cette hostilité entre ceux qui sont partisans de la libre entreprise et ceux qui militent en faveur des réformes sociales augmente au point qu'ils ne puissent plus composer, nous courrons alors le risque de détruire un système qui a permis à nos concitoyens de jouir d'un des niveaux de vie les plus élevés du monde.

En d'autres termes, les conflits renforcent nos tendances naturellement destructives. En ne cessant de rappeler au gouvernement qu'il doit effectuer des compressions, on prie le

gouvernement de remettre en cause la croissance au moment même où nous en avons le plus besoin. Nous assistons à un rejet de la science, alors qu'elle est la seule à pouvoir nous sauver. Nous condamnons les profits alors qu'ils permettent de tout payer. On critique injustement le système de la libre entreprise, quand il est le seul à pouvoir assurer la croissance dont on aura besoin dans les années 80.

A ceux qui condamnent les réformes sociales dans lesquelles ils voient un mal nécessaire, je dirai que ce sont justement ces réformes qui ont permis au Canada d'échapper à une dépression profonde de l'ampleur de celle qui est intervenue au cours des années 30. La mise en œuvre de programmes sociaux à tous les paliers au Canada a permis de créer des emplois au sein du gouvernement, dans le domaine de l'éducation et dans celui des services sociaux. Ainsi, on a évité à des millions de nos concitoyens d'être à un moment ou à un autre des assistés sociaux en leur procurant des revenus et un emploi temporaire. Ces programmes ont permis de réduire le seuil de pauvreté et ont donné à des milliers de nos concitoyens, l'envie de continuer de travailler.

Le Conseil économique du Canada a déclaré que nos programmes sociaux avaient beaucoup contribué à la lutte contre la pauvreté dans notre pays. Je ne veux absolument pas donner l'impression qu'il n'existe pas de pauvreté à l'heure actuelle ou que le régime de bien-être social connaît des difficultés. Je dis que l'on est en train de grever ce qui constitue fondamentalement un excellent et valable régime d'assistance sociale conçu pour répondre aux besoins des Canadiens.

C'est un mythe que la réforme sociale entrave la croissance économique. Ceux qui préconisent que le gouvernement réduise ses dépenses—je veux parler de dépenses véritables, non d'une poignée de dollars consacrés à la publicité—dans des domaines comme la recherche, l'assurance-chômage et les pensions de retraite, et remette à plus tard ses programmes sociaux, ont tendance à oublier que la réforme sociale a alimenté le redressement économique dans bien des régions du Canada. L'argent dépensé en pensions de retraite, en allocations familiales et en prestations de bien-être social garantit un pouvoir d'achat qui garde en vie bon nombre de nos petites localités. La gratuité de l'enseignement et l'enseignement universitaire subventionné ont permis de constituer au Canada une réserve de compétences professionnelles et techniques qui forment le fondement du progrès sur tous les fronts. Notre régime global de soins médicaux constitue une assurance contre la perte de productivité.

Même Ron Anderson, qu'on peut difficilement taxer de gauchisme, a pu dire ceci dans une de ses chroniques du *Globe and Mail*:

La redistribution régionale des revenus au moyen, par exemple, de l'assurance-chômage, est deux ou trois fois plus importante pour les Maritimes que ne le sont les dépenses du ministère de l'Expansion économique régionale. Le programme d'assurance-chômage constitue, pour l'ensemble du Canada, l'un des stabilisateurs automatiques à la fois le plus puissant et le plus sensible de notre économie.

Je répète que notre niveau de vie est le résultat de l'aptitude de la libre entreprise à engendrer les capitaux nécessaires. Les fruits de la libre entreprise permettent de payer les soins de santé, les écoles, l'enseignement postsecondaire et la sécurité sociale. Ce régime permet les paiements de transfert. La libre entreprise a toujours su relever le défi de la société libre.